

8 mai 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la confirmation du plan de soutien financier à la Grèce et sur la mise en place d'un mécanisme européen d'intervention pour préserver la stabilisation financière en Europe, à Bruxelles le 8 mai 2010.

LE PRÉSIDENT -- Mesdames et Messieurs, bonsoir.

La zone euro traverse aujourd'hui, la crise sans doute la plus grave depuis sa création. Notre devoir, mon devoir, était de tout faire pour contribuer à unir les chefs d'États et de Gouvernements de la zone euro sur des mesures fortes à la hauteur de cette situation exceptionnelle. C'est ce qui m'a conduit à me rendre à Bruxelles quelques heures avant le début du sommet de l'Eurogroupe. J'ai pu y avoir des réunions avec le Président du Conseil européen, M. VAN ROMPUY, le Président de la Commission, M. BARROSO, le Président de la BCE, M. TRICHET, M. BERLUSCONI, M. SOCRATES, M. ZAPATERO et bien sûr une longue réunion avec Mme MERKEL. Les Chefs d'États et de Gouvernements de la zone euro, ont pris ce soir des décisions très importantes.

Les trois priorités que nous avons fixées dans la lettre franco-allemande ont été reprises. Nous sommes décidés à tout mettre en oeuvre, toutes les institutions européennes et tous les États membres de la zone euro, à tout mettre en oeuvre pour assurer la stabilité et l'unité de la zone euro. Nous sommes décidés à renforcer sa gouvernance et nous sommes décidés à combattre sans merci la spéculation en régulant les marchés financiers.

Nous avons pris deux décisions immédiates. La première, c'est la confirmation de notre soutien au Gouvernement grec dont je veux dire qu'il a agi avec courage. Le programme qu'a adopté le gouvernement grec est à la hauteur de l'enjeu, il permettra à l'économie grecque de repartir sur des bases saines. Nous fournirons à la Grèce 80 milliards d'euros dans le cadre d'une enveloppe totale de 110 milliards d'euros avec le FMI. La Grèce recevra un premier versement dans les jours qui viennent avant l'échéance du 19 mai. S'agissant de la France, je promulguerai dès demain la loi de finance rectificative autorisant les prêts à la Grèce adoptés par le Parlement français.

Deuxième décision. Nous avons décidé de mettre en place un mécanisme européen d'intervention pour préserver la stabilité financière en Europe. La Présidence espagnole réunira dimanche 9 mai les ministres des Finances des 27 États membres de l'Union pour finaliser dans la journée de dimanche, les modalités techniques de ce mécanisme communautaire. Désormais, les spéculateurs doivent savoir qu'ils en seront pour leurs frais.

Nous avons décidé d'aller plus loin et de tirer toutes les leçons de cette crise en nous donnant les moyens d'éviter qu'elle ne se reproduise. Nous avons donc décidé de doter la zone euro d'un véritable gouvernement économique. Le groupe présidé par le Président VAN ROMPUY va donc accélérer ses travaux et dès maintenant nous nous sommes mis d'accord sur des principes essentiels : le renforcement de la surveillance économique et de la coordination des politiques économiques dans la zone euro et la révision du Pacte de stabilité et de croissance pour renforcer les sanctions en cas de manquement répété aux règles et la mise en place d'un mécanisme de

management de crise pour l'avenir. J'ai proposé que cela se traduise en particulier par un renforcement de la direction de l'Europe.

Sans attendre, nous avons décidé de prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre nos objectifs budgétaires conformément à nos engagements. Chaque pays, en fonction de sa situation propre prendra les mesures qui s'imposent.

Enfin nous sommes absolument déterminés à lutter contre la spéculation en renforçant la régulation des marchés financiers. Nous allons réglementer les produits dérivés, nous allons moraliser les agences de notation. Nous nous sommes également entendus pour intensifier le travail sur la gestion des crises dans le secteur financier. Nous allons travailler au niveau national et international sur une contribution significative du secteur financier au coût des crises. Les propositions que nous avons faites avec Mme MERKEL seront reprises par la Commission. Les Européens sont déterminés à porter ces sujets au G20 qui réunira dans un mois à Toronto. Aujourd'hui, c'était l'heure de vérité pour la zone euro : soit nous laissons les marchés décider de l'avenir de l'euro à notre place, soit nous étions capables de prendre les mesures nécessaires pour faire échec à la spéculation et pour sortir de cette crise plus forts et plus unis. C'est ce que nous avons décidé ce soir. Et je vous renvoie bien sûr au communiqué extrêmement précis que le Conseil de la zone euro a décidé de rendre public.

QUESTION -- Monsieur le Président, comment expliquez-vous qu'en fait, malgré ce plan qui a été lancé dès dimanche, qui est très important effectivement, les marchés aient réagi comme ils l'ont fait les cinq jours qui ont suivi ? Et finalement cela n'a pas découragé les spéculateurs non plus semble-t-il.

LE PRESIDENT -- Madame, ce plan visait la situation de la Grèce. Aujourd'hui l'attaque est portée sur l'ensemble de la zone euro et pas simplement sur la Grèce. Donc nous avons décidé un plan d'une très grande importance destiné à répondre à la situation d'aujourd'hui et non pas à la situation de la semaine dernière. Et c'est pour cela que nous activons des mécanismes communautaires. Pour la Grèce nous avons activé des mécanismes bilatéraux. Nous sommes maintenant dans des mécanismes communautaires, c'est toute la zone euro qui a donc décidé de se défendre.

QUESTION -- Monsieur le Président, vous dites « les spéculateurs en seront pour leurs frais ». Alors moi j'aimerais savoir avec quoi vous allez les terroriser ce soir, ce qui va les faire un petit peu rentrer dans les rangs et puis ce qui va calmer la spéculation sur les marchés à partir de lundi dans les mesures que vous avez prises ? Quelle est selon vous la mesure phare ? Comment vous allez faire ?

LE PRESIDENT -- Vous savez pour moi, Monsieur, ce n'est pas un sujet de plaisanterie.

QUESTION -- Non, non c'est très sérieux on est d'accord.

LE PRESIDENT -- Je vous le dis, ce n'est pas un sujet de plaisanterie. L'euro, c'est un élément essentiel de l'Europe, nous ne pouvons pas aller laisser l'euro au gré de la spéculation et des intérêts de quelques spéculateurs. L'euro c'est l'Europe, l'Europe c'est la paix sur ce continent. Nous ne pouvons pas laisser défaire ce que les générations précédentes ont construit, c'est cela qui est en cause. Pour les spécialistes des questions européennes, vous savez lire entre les lignes. Ce que nous avons décidé aujourd'hui, c'est que les 16 États membres de la zone euro et toutes les institutions : Commission, Conseil de la zone euro, Présidence stable, Présidence tournante, Banque Centrale européenne, allaient unir leurs efforts pour juguler la spéculation. Et vous savez parfaitement que je ne peux pas rentrer dans le détail car je n'ai pas l'intention de dévoiler l'ensemble de notre plan afin que celui-ci soit le plus efficace possible. Une réunion du Conseil ECOFIN est convoquée pour dimanche, nos ministres des Finances auront leur décision encadrée dans les principes que nous avons décidés aujourd'hui et la Commission activera des mécanismes communautaires. Quant à la Banque Centrale européenne, elle fera en toute indépendance ce qu'elle croit devoir faire, et je peux vous dire que la totalité des États membres, nous la soutenons et nous la soutiendrons. C'est donc une mobilisation générale qui est décidée. Si cela ce n'est pas une nouvelle, je me demande si vous avez participé à de nombreux Conseils européens et si vous connaissez la mécanique communautaire ! Et si vous la connaissez comme

je crois que vous la connaissez, vous apprécierez la force des décisions qui ont été retenues aujourd'hui.

QUESTION -- Est-ce que vous pouvez nous donner une précision sur le mécanisme communautaire qui a quand même été décidé ce soir. Qu'est ce qui fait que le gouvernement allemand, Mme MERKEL, qui a toujours bloqué depuis un an et demi, depuis que les travaux existent, pour essayer de trouver un mécanisme d'insistance, qu'est ce qui fait que ce gouvernement allemand a décidé aujourd'hui de bouger effectivement, si c'est le cas ? Et pourquoi faut-il réunir un ECOFIN ? Est-ce qu'il faut un accord à l'unanimité des 27 et est-ce que vous êtes donc certain que les autres gouvernements non membres de la zone euro vont donner leur aval à la solution dégagée ce soir ?

LE PRESIDENT -- Monsieur, vous connaissez parfaitement la mécanique. Un mécanisme communautaire ne se met en place qu'au niveau des 27 et pas au niveau des 16 à ma connaissance. Et dois-je vous expliquer que c'est à la majorité qualifiée que les décisions sont prises ? Il y a ici trop de connaisseurs pour que je vous impose des règles que vous connaissez déjà !

S'agissant de Mme MERKEL, durant toute cette crise, qui a commencé au mois de février - enfin la première crise a commencé très exactement le 18 septembre 2008 £ mais la seconde étape de la crise, car nous en sommes là, on peut en dater prémices du mois de février - nous avons tout fait Mme MERKEL et moi pour que l'axe franco-allemand soit un axe indestructible. Mme MERKEL fait face avec beaucoup de courage et d'intelligence à des difficultés propres à son pays. Chacun a ses difficultés et l'Europe c'est un compromis où chacun doit se comprendre, se renforcer, s'unir, se rassembler. C'est ce que nous avons fait encore aujourd'hui. Mme MERKEL et moi, nous partageons la même analyse : cette crise est systémique. La réponse doit donc être systémique. L'un de vos confrères m'a dit : « mais comment expliquer que le plan sur la Grèce n'ait pas produit ses effets ? » Il a produit ses effets. La Grèce n'est plus en question. Et donc j'imagine, mais vous poserez la question à Mme MERKEL - mais je crois connaître sa position et c'est une personne lucide, intelligente, profondément européenne qui voit bien que l'importance de la crise que nous vivons n'a rien à voir avec ce que nous avons vécu il y a quelques jours. Donc chacun d'entre-nous, nous faisons un effort pour nous adapter à l'évolution de la situation. Ce mécanisme communautaire, il faut bien que chacun comprenne que ce sont toutes les institutions qui, dans les jours qui viennent, sont décidées à agir. Et vous devrez juger de la puissance de ce plan en fonction des décisions que prendront chacune des institutions dans le respect des traités et de leurs compétences et de leur indépendance. Et ce n'est pas à moi de tout annoncer aujourd'hui.

Ce que je peux vous dire, c'est que nous avons défini une stratégie, que nous savons les uns ou les autres où nous en sommes et ce que nous sommes décidés à faire. Cela veut dire respecter la lettre et l'esprit des traités, respecter l'indépendance des uns et des autres mais aller dans le même sens. Nous ne laisserons pas déstabiliser la zone euro. Parce qu'il faut savoir que, derrière, c'est l'épargne des Européens, c'est l'emploi des Européens, c'est la croissance qui est en train de revenir que nous ne laisserons pas détruire par l'avidité de quelques uns : c'est clair. Mais là-dessus je ne peux pas rentrer plus dans le détail parce que cela reviendrait à expliquer où sont nos lignes de défense alors que vous savez parfaitement bien comment on gère ce genre de crises. Mais je crois vraiment que ce soir, la réponse européenne, la solidarité de la zone euro et la réponse européenne elle est totale.

Alors pourquoi nous passons des 16 aux 27 ? Parce que dans le traité, l'activation des mécanismes communautaires, c'est les 27. Et les décisions se prennent -- pour ceux qui ne le savaient pas ou l'avaient oublié -- à la majorité qualifiée, pas l'unanimité. Et permettez-moi de penser que c'est l'intérêt de tous les pays qu'on stabilise l'euro y compris les pays qui ne sont pas membres de la zone euro mais qui seraient impactés par des défaillances au sein de la zone euro.

En ce qui concerne la France ou l'Allemagne, nous avons plaidé pour une réponse à la hauteur de la situation, je pense que le texte que nous avons mis sur pieds est d'une clarté -- comment dire ? -- rare dans ces matières et à la hauteur de la gravité de la situation. Je ne dramatise pas mais je

ne sous-estime pas non plus : il faut être lucide. Et d'ailleurs, si nous ne stabilisons pas la situation, c'est l'ensemble des autres places financières dans le monde qui serait aussi impacté. C'est une affaire grave et nous avons décidé de répondre à la hauteur de la gravité.

QUESTION -- Est-ce que le mécanisme de gestion de crise dont vous avez parlé ne nécessitera pas quand même, in fine, une modification des traités de même que le renforcement de la surveillance budgétaire dont vous avez aussi parlé qui a été aussi décidée aujourd'hui ? Deuxième point, est-ce que ce mécanisme de gestion de crise prendra la forme de garanties ou d'une ligne de crédits limités par exemple qui pourraient être mise à la disposition des pays en crise ? Et puis troisième point, j'ai cru comprendre que vous aviez proposé aujourd'hui, vous aviez mis sur la table un papier français, une proposition française concernant ce mécanisme. Comment s'articule ?

LE PRESIDENT -- Le papier français est le papier qui a servi de base à 95% au texte qui sera le texte de conclusion de l'Eurogroupe.

QUESTION -- Et pour les deux autres questions ?

LE PRESIDENT -- Vous comprenez bien qu'il y a une situation d'urgence, et il y a des situations d'avenir. La situation d'urgence ne peut pas passer par une révision des traités. Si nous disons lundi aux marchés, que nous avons pris des grandes décisions qui nécessitent la modification du traité, c'est-à-dire l'unanimité et le passage devant tous les parlements, vous imaginez bien que ce n'est pas à la hauteur de la situation ! Donc à l'évidence, les décisions que nous venons de prendre, sont d'application immédiate, comprenez lundi, dès la réouverture des marchés et parfaitement opérationnelles. Deuxièmement, il conviendra d'en juger de l'importance et de la pertinence quand vous connaîtrez l'ensemble des dispositions qui auront été prises par l'ensemble des institutions européennes. Suis-je clair ?

QUESTION -- Je voudrais savoir si vous partagez quand même l'analyse selon laquelle, le fait que le plan d'aide à la Grèce ou de sauvetage à la Grèce, ait mis du temps à être validé et en particulier à cause des réticences de l'Allemagne. De ce fait, un incendie s'est généralisé à l'ensemble de la zone euro. C'est ma première question. Et en ce qui concerne précisément Mme MERKEL, est-il vrai que vous avez eu ce soir des différences de point de vue avec elle ?

LE PRESIDENT -- Il y a le temps des commentateurs : vous analyserez vous-même. Je me suis donné beaucoup de mal pour qu'on rassemble tout le monde. Vous ne croyez pas que je vais dire un mot pour créer de la division en Europe alors qu'on a besoin de l'unité ! Donc de mon point de vue, ce qui compte, c'est ce que nous allons faire maintenant. Deuxièmement, il n'y a eu aucune division entre Mme MERKEL et moi ce soir, et j'en ai une preuve très simple, comme elle est arrivée à 18h30, et qu'on a pris la décision avant minuit, vous imaginez que s'il y avait eu des difficultés, cela aurait duré plus longtemps. De toute manière nous savons parfaitement bien, Mme MERKEL et moi, que l'Europe a besoin d'un axe franco-allemand parfaitement déterminé et totalement solide. C'est une question de responsabilité. Est-ce à dire que sur tous les sujets spontanément on a la même vision ? Non, on discute. Mais nous sommes déterminés comme nous l'avons fait dans notre lettre commune à afficher une solidarité totale de l'axe franco-allemand. L'Europe en a besoin. Ce n'est pas un choix, c'est un devoir, il n'y a pas d'alternatives. Ce n'est pas parce que l'Allemagne et la France sont d'accords que tout se règle £ mais si en plus on était en désaccord, tout se compliquerait et franchement, il y a assez de complications et de difficultés comme cela !

QUESTION -- Est-ce que c'est l'ensemble des propositions qui ont été retenues ce soir que vous allez apporter au G20 le mois prochain à Toronto ?

LE PRESIDENT -- Oui, enfin ce soir, on a parlé de la zone euro £ les mécanismes communautaires, dans le cadre du sommet de Toronto, cela ne les intéresse pas £ nos partenaires ce qu'ils attendent, c'est que nous prenions, nous dans la zone euro, les mesures nécessaires pour préserver la stabilité de l'euro. Pour le reste, le mois prochain ce sera un autre travail qui sera cohérent naturellement avec ce que nous faisons mais il y a une très grande attente au Japon, aux États-Unis, en Australie sur la stabilité de la zone euro. C'est ce que nous avons décidé de faire. Je crois que tout le monde partage la même analyse : c'est grave, c'est

systémique, on doit être unis et à situation exceptionnelle, nous devons apporter des réponses elles aussi exceptionnelles. C'est ce que nous avons décidé. Alors après comme vous le savez, l'Europe c'est compliqué, c'est un État de droit, c'est démocratique, il y a des procédures. On a décidé des principes à 16 qui vont être confirmés techniquement par le travail de la Commission, laquelle Commission est collective, qui sont présentés aux ministres de l'ECOFIN à 27, qui décideront à la majorité qualifiée. Mais lundi, à l'ouverture des marchés, l'Europe sera prête à défendre l'Euro, c'est cela le message que nous voulons faire passer.

QUESTION -- Merci beaucoup Monsieur le Président. Je voudrais vous demander si vous pouvez cibler un petit peu les forces que vous appelez les « spéculateurs ». C'est-à-dire, qui intervient dans les marchés ? Est-ce qu'ils n'ont rien à voir dans la première partie de la crise de laquelle vous venez de parler aussi ?

LE PRESIDENT -- Monsieur, qu'il y ait des faiblesses dans la zone euro et qu'il y ait des faiblesses dans certains pays de la zone euro, c'est une affaire certaine. Mais que les spreads soient multipliés par 10 en une semaine alors que les fondamentaux de pays comme le Portugal n'ont pas bougés dans la même semaine, cela prouve bien qu'il y a un mouvement spéculatif ! Si vous regardez la courbe des spreads sur la dernière année et ce qui se passe sur les 10 derniers jours où certains pays montent à 500 points de base, vous voyez bien qu'il y a un mouvement spéculatif parce que dans le même temps les pays en cause, je pense à la Grèce et au Portugal, ont annoncé des mesures extrêmement fortes de réduction de leur déficit et ont annoncé des chiffres plutôt positifs de relance de leur croissance. C'est donc bien qu'il y a un mouvement spéculatif parfaitement artificiel qui s'est joué. C'est à nous d'y apporter des réponses. Des réponses existent, nous sommes déterminés à les mettre en oeuvre. Mais là encore : Commission, Banque centrale dans son indépendance, Eurogroupe, Conseil ECOFIN. Nous avons décidé cette stratégie.

Je vous remercie,

Bonne soirée.